

RELEVER LES DÉFIS DE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE

“Certains dirigeants africains osent même suggérer que la démocratie est un concept étranger à la société africaine traditionnelle. C'est l'un des blasphèmes politiques les plus impudents auxquels je puisse penser”

– Wole Soyinka

La démocratie en crise en Afrique

La troisième vague de démocratisation, dont l'Afrique a été l'épicentre à la fin du XXe siècle, a conduit de nombreux analystes à penser pendant plusieurs années que le continent était sur la bonne voie, laissant progressivement derrière lui les régimes autocratiques. En effet, la démocratie électorale s'y est rapidement répandue depuis les années 1990. Cependant, les récents coups d'État (Burkina Faso, Mali, Niger, Gabon, Soudan) ont montré que la démocratisation en Afrique restait un défi majeur et qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une voie à sens unique.

Bien que l'Afrique soit historiquement le continent où le nombre de coups d'État est le plus élevé (220 sur 492 dans le monde depuis 1950), on a observé une **tendance à la baisse** (figure 1). Le déclin le plus important s'est produit au cours de la première décennie des années 2000. Toutefois, cette tendance s'est inversée ces dernières années, avec neuf coups d'État réussis au cours des quatre dernières années (2020-2024). Cette résurgence s'inscrit dans un contexte économique difficile, caractérisé par une faible croissance post-pandémique et des pressions inflationnistes, ainsi que dans un contexte géopolitique changeant, marqué par l'émergence d'un ordre mondial multipolaire. La question se pose donc de savoir s'il s'agit d'une tendance à court terme ou d'une tendance structurelle.

L'une des critiques formulées à l'encontre du système démocratique en Afrique est qu'il s'agit d'un système occidental imposé au continent sans aucune référence à sa culture ou à son mode de vie. Une autre préoccupation soulevée par beaucoup est l'utilisation des élections comme indicateur de la démocratie. Pour eux, la démocratie

Figure 1. Coups d'État par décennie, 1961-2010



Source: Carbone, Giovanni (2013)

KEY TAKEAWAYS

- Les récents coups d'État militaires en Afrique ont été un rappel brutal des limites de la démocratie sur le continent.
- La tenue d'élections périodiques ne suffit pas à légitimer un système politique s'il ne parvient pas à créer un environnement propice à la sécurité, à la cohésion sociale et à l'accès aux opportunités économiques, en particulier pour les jeunes.
- Le concept de démocratie libérale et ses méthodes de représentativité doivent être repensés de manière critique en Afrique, en tenant compte des spécificités socio-historiques, culturelles et démographiques du continent.
- L'Afrique doit explorer un modèle démocratique fondé davantage sur le consensus et moins sur la règle de la majorité.

électorale est instrumentalisée par une élite qui utilise les élections par divers subterfuges pour se maintenir au pouvoir.

Cela alimente le manque de confiance dans le système électoral. Les données d'Afrobaromètre montrent que le pourcentage d'Africains qui ont peu ou pas confiance dans leur commission électorale nationale a augmenté de 41 % à 55 % au cours de la dernière décennie. Entre 2014/2015 et 2021/2022, le soutien à la démocratie a fortement diminué dans plusieurs pays africains (de 36, 26, 21 et 15 points de pourcentage au Mali, au Burkina Faso, en Afrique du Sud et en Guinée, respectivement). Les données montrent également une baisse du pourcentage (- 7 %) d'Africains qui pensent que les élections représentent adéquatement les choix du peuple. De même, le soutien au vote comme moyen de choisir les dirigeants est en baisse constante (moins 8 % en moyenne depuis 2011). Cela se reflète également dans la baisse des taux de participation aux élections nationales.

Bien que la majorité des Africains soient encore favorables à la démocratie, le modèle démocratique libéral est confronté à une crise de légitimité. La popularité des récents coups d'État parmi les jeunes Africains remet en question l'attrait et les progrès de la démocratisation sur le continent. Il faut également reconnaître que les normes démocratiques en Afrique sont minées depuis des décennies par des problèmes de gouvernance, notamment la corruption, la faiblesse des institutions et les inégalités socio-économiques. Après les espoirs suscités dans les années 1990, l'incapacité de la démocratie en Afrique à créer un cadre propice à la sécurité, au développement économique et à la protection sociale a entraîné un désenchantement massif, une apathie politique, en particulier chez les jeunes, et une rupture du contrat social entre l'État et ses citoyens.

Pendant de nombreuses années, l'universalisme libéral a été le paradigme dominant et considéré comme acquis. Cependant, le modèle démocratique libéral et sa capacité à générer des résultats économiques positifs en matière d'emploi, de croissance économique et d'opportunités sont de plus en plus remis en question. La démocratie électorale est de plus en plus considérée comme une coquille vide dans un système instrumentalisé par les dirigeants, qui utilisent les élections pour conférer une légitimité politique à leur nouveau mandat. Ils emploient pour cela des tactiques telles que la privation du droit de vote, la fraude électorale ou les coups d'État constitutionnels pour minimiser le risque de défaite.

En outre, des facteurs externes tels que les intérêts géopolitiques et les alliances internationales jouent un rôle dans la configuration du paysage politique, car les acteurs géopolitiques externes donnent souvent la priorité aux intérêts stratégiques plutôt qu'aux principes démocratiques dans leur engagement avec le continent. Ces questions contribuent à la désillusion du public à l'égard des systèmes démocratiques, créant ainsi un terrain fertile pour les acteurs politiques opportunistes qui exploitent les slogans populistes.

En quoi cela est-il important ?

La légitimité des systèmes de gouvernance est cruciale pour maintenir la paix, la sécurité et les opportunités de développement. L'absence d'un système politique largement accepté et en phase avec les valeurs et la culture locales est une source inévitable de troubles sociopolitiques, qui peuvent déboucher sur des conflits armés. Dans de nombreux pays africains, la rupture entre l'État et les citoyens est une source de désillusion et de troubles. Cette coupure est exacerbée par des modèles de gouvernance qui ne reflètent pas les réalités vécues et les contextes culturels des populations. Une gouvernance efficace est également un moteur essentiel du développement durable. La recherche a montré que la forme de gouvernement a des implications économiques importantes. À son tour, le développement économique est essentiel à la stabilité sociopolitique.

Il faut également souligner que l'Afrique est en plein boom démographique. Avec un âge médian de 19 ans, une partie importante de la population du continent n'est pas en mesure de voter dans le système actuel, et les jeunes doivent compter sur les générations plus âgées pour parler en leur nom. L'exclusion du processus décisionnel et la **privation du droit de vote** suscitent le ressentiment d'une jeunesse africaine de plus en plus éduquée, bien informée et férue d'Internet. Elle a le sentiment que ses perspectives et ses priorités ne sont pas prises en compte. Autant de facteurs qui peuvent conduire à des migrations économiques massives ou à l'engagement des jeunes dans la violence au sein de gangs, de groupes terroristes ou pendant les périodes électorales.

Trop souvent, les processus démocratiques, et notamment les élections dans leur forme actuelle, sont source de **violence**. Au-delà du coût matériel, c'est le coût en vies humaines qui est devenu une caractéristique récurrente de chaque élection. Les élections compétitives sont devenues le point de convergence de toutes les frustrations liées aux inégalités socio-économiques.

Une autre préoccupation est le coût financier des élections. On estime qu'entre 2000 et 2018, l'Afrique a dépensé près de **50 milliards de dollars** pour organiser des élections. Au cours de la même période, le coût moyen des élections par habitant en Afrique (4,20 dollars) était presque le double de la moyenne mondiale et plus élevé qu'en Europe et en Amérique du Nord (4 dollars). En revanche, le coût en Asie était de 0,80 \$. Ces coûts élevés constituent un défi majeur car ils détournent des ressources importantes qui pourraient être investies dans d'autres secteurs clés tels que l'éducation, la santé ou les infrastructures. Le fait que ces élections entraînent une faible alternance des dirigeants politiques est encore plus problématique.

Quelle conclusion pouvons-nous tirer de tout cela ?

Certains chercheurs ont souligné que la démocratie telle qu'elle est appliquée en Afrique aujourd'hui est un héritage du système colonial. Elle est donc vouée à l'échec parce qu'elle est mal adaptée au contexte africain. De tels arguments témoignent d'une méconnaissance des sociétés africaines. **La démocratie n'est pas étrangère à l'Afrique**, où elle a existé sous diverses formes tout au long de l'histoire. Si le terme « démocratie » remonte à la Grèce antique, les pratiques, processus et valeurs représentatives que nous appelons aujourd'hui démocratiques faisaient autant partie des cultures africaines que de la Grèce antique. Cette vision occidentale de la démocratie a fait de l'Occident le point de référence en la matière, avec l'autorité morale de juger les autres selon ses propres critères de ce qu'est une bonne ou une mauvaise démocratie.

S'éloigner de ce point de vue permettrait à l'Afrique de revisiter les formes de représentativité qui existaient dans les sociétés africaines traditionnelles et de développer un système plus adapté au continent. Si la croissance économique a historiquement eu tendance à se produire dans les pays de démocratie libérale, États-Unis en tête, la Chine a montré qu'une autre forme de gouvernance (avec ses faiblesses) pouvait également offrir un environnement favorable au développement économique.

Il est également important de procéder à une analyse critique de l'application des principes démocratiques sous leurs formes actuelles en Afrique. Des **chercheurs** ont pointé du doigt **la nature conflictuelle du système multipartite** comme l'une des causes de son échec dans plusieurs pays africains. Pour **Wiredu** et d'autres chercheurs, ce système se caractérise par la confrontation entre les partis politiques, des pratiques de campagne négatives, le choix de la manipulation plutôt que de la persuasion des électeurs et l'influence importante de l'argent sur le résultat du vote. En outre, le système de gouvernement où le gagnant emporte tout, qui résulte des démocraties électorales où les partis sont bloqués au pouvoir pour la durée des mandats politiques, a conduit à des réseaux de

patronage et à la transformation de la politique en un cadre pour l'investissement entrepreneurial. Les personnes physiques et morales investissent dans les partis politiques et attendent un retour sur investissement.

En ce sens, les élections sont devenues le principal moyen de résoudre les conflits. Dans de nombreux cas, les parties opposées dans des conflits politiques ou armés sont poussées à se rendre aux urnes, ce qui aboutit à la victoire d'un camp, qui gouverne alors seul. Lorsqu'il y a dialogue, c'est pour s'accorder sur les règles qui régiront l'élection, qui se déroule souvent dans un esprit de compétition plutôt que de consensus. Sur cette base, certains ont proposé une forme de **démocratie par consensus, en lieu et place d'une démocratie par la majorité**. Il s'agit d'un système sans partis politiques, basé sur le consensus et le compromis sur la conduite à tenir. Cette approche rappelle les perspectives historiques de Julius Nyerere et de Kwame Nkrumah sur le socialisme africain.

Certains chercheurs, comme Moyo, affirment qu'il n'y a pas qu'en Afrique que la démocratie est confrontée à des défis. Les pays d'Europe et d'Amérique du Nord connaissent également des difficultés. En réponse, un certain nombre de propositions ont été avancées, notamment : rendre plus difficile l'abrogation de la législation, réduire la fréquence des élections, limiter la durée des mandats, rendre la participation électorale obligatoire et subordonner le droit de vote à des qualifications minimales.

Si ces suggestions peuvent s'appliquer à l'Afrique, il est important de noter une particularité du continent. L'hétérogénéité ethnique de la plupart des nations, due au tracé arbitraire des frontières pendant la colonisation, constitue un obstacle à la démocratie électorale sous sa forme actuelle en Afrique. Alors que les pays européens et asiatiques sont homogènes à près de 90 % sur le plan ethnique, ce n'est pas le cas des pays africains. L'hétérogénéité ethnique est généralement corrélée à des niveaux plus élevés d'instabilité politique et de demandes d'autonomie. Bien qu'en théorie, la plupart des constitutions et des lois locales interdisent la différenciation ou l'activité politique sur la base de l'appartenance ethnique, dans la pratique, la vie politique en Afrique est dominée par des **blocs de vote ethniques**, et de nombreux partis politiques tirent leur identité et leur pouvoir de la représentation de circonscriptions ethniques. De plus, comme l'ont fait remarquer des **chercheurs**, les conflits ethniques au sein des armées africaines ont été l'une des causes des troubles politiques en Afrique. Nous nous trouvons donc dans une sorte de schizophrénie où, d'une part, nous valorisons la richesse culturelle et la diversité ethnique de l'Afrique et, d'autre part, nous construisons un système politique qui veut être aveugle à cette hétérogénéité. Il faut faire preuve de créativité pour élaborer un système qui tienne compte de cette diversité.

Au-delà de cette spécificité ethnique, il existe deux groupes importants que tout système politique en Afrique doit prendre en compte : les jeunes et les femmes. Tout d'abord, le système électoral du continent doit refléter sa structure d'âge, avec environ 20 % de la population âgée de 15 à 24 ans. Si, dans le monde entier, **les personnes occupant des postes de décision sont généralement beaucoup plus âgées** que l'électeur moyen, la disparité est encore plus grande en Afrique. L'âge du vote est actuellement de 18 ans dans presque tous les pays africains. Le Cameroun reste une exception, avec un âge de vote fixé à 20 ans, dans un pays où la moitié de la population a moins de 18 ans. Il sera essentiel d'adapter les systèmes de gouvernance existants pour améliorer la représentation des jeunes et leur participation à la vie politique. En abaissant l'âge du droit de vote et l'âge auquel on peut se présenter à des fonctions électives dans tous les pays africains, il serait possible de responsabiliser les jeunes et de les impliquer plus efficacement dans le processus politique.

Deuxièmement, les femmes du continent ont le même droit de vote que les hommes, mais elles sont à la traîne lorsqu'il s'agit d'occuper des postes à responsabilité, alors qu'elles représentent un peu plus de la moitié de la population. On compte actuellement deux femmes présidentes et cinq femmes premières ministres dans les 54 pays d'Afrique. Malgré les différences régionales, les femmes ont joué un rôle sociopolitique et économique important dans les sociétés africaines précoloniales. Il est important de les ramener au centre du système politique actuel en termes de représentation et de leadership.

Enfin, on peut affirmer sans risque de se tromper qu'aucun système politique en Afrique ne peut réussir et être stable tant que le continent compte cette pléthore d'acteurs étrangers, chacun cherchant à affirmer son influence politique, économique ou sociale. Depuis les années 1960, les armées étrangères, qu'elles soient publiques ou privées, ont souvent agi comme des forces de persuasion ou d'intervention dans la politique intérieure des pays africains. Dans les années 1980-90, les institutions de Bretton Woods et leurs programmes d'ajustement structurel ont déstabilisé de nombreux États africains. Les différentes puissances étrangères présentes en Afrique font passer leurs intérêts économiques et géostratégiques avant la stabilité des processus démocratiques en Afrique et cherchent activement à influencer le paysage politique du continent. L'autodétermination reste donc un facteur important, tout en créant un cadre dans lequel les entités continentales et sous-régionales jouent un rôle de premier plan, à l'abri des influences extérieures.

Un appel à un modèle endogène de démocratie

Quel que soit le système politique, il sera jugé sur sa capacité à créer un environnement propice à la justice sociale, à l'accès aux opportunités, à l'emploi pour les jeunes, à la liberté d'entreprendre et de jouir des fruits de l'entreprise. La clé pour l'Afrique est de développer un système basé sur son histoire, son contexte socioculturel et la configuration actuelle de sa population, en tirant le meilleur parti des systèmes existant dans d'autres parties du monde et en modernisant les formes traditionnelles de démocratie.

Les formes endogènes de gouvernance promettent d'être plus en phase avec les coutumes et les valeurs locales. Elles offrent des possibilités de participation et de représentation accrues des citoyens, ce qui est essentiel pour renforcer la confiance dans les institutions politiques. En repensant et en révisant les constitutions et les cadres juridiques pour refléter les réalités africaines, les États peuvent développer des modèles de gouvernance plus légitimes aux yeux de leurs citoyens. C'est dans ce cadre que certaines recommandations peuvent être formulées.

- **Endogénéiser les constitutions et les textes réglementaires.** Concevoir un système politique basé sur le consensus, en tenant compte des cultures et des valeurs africaines, et en s'inspirant des approches telles que Ubuntu, Ujamaa, etc.
- Promouvoir l'**africanisation des sources de financement des institutions africaines.** Celles-ci devraient être indépendantes des financements extérieurs.
- Construire un **système judiciaire fort.** L'État de droit et le système judiciaire sont au cœur de la démocratie.
- Mettre en place des **institutions fortes** qui faciliteront et encourageront la responsabilisation.
- Promouvoir l'**alphabétisation des masses, avec des programmes qui mettent l'accent sur l'engagement civique et les valeurs de consensus.**
- Promouvoir la **démocratie au sein des institutions sous-régionales et continentales africaines,** en accordant un rôle législatif plus important aux parlements de ces institutions. Cela renforcerait la légitimité de ces institutions dans l'opinion publique.

Sources recommandées

- Muzee, H., Sunjo, T. E., & Enaifoghe, A. O. (Eds.). (2022). *Democracy and Africanness: Contemporary Issues in Africa's Democratization and Governance*. Springer Nature.
- Wiredu, K. (2007). Democracy by consensus: Some conceptual considerations. *Socialism and Democracy*, 21(3), 155-170.
- Neupert-Wentz, C., Kromrey, D., & Bayer, A. (2021). The democraticness of traditional political systems in Africa. *Democratization*, 29(2), 296–319.
<https://doi.org/10.1080/13510347.2021.1953476>

About Afrika Nunya

Afrika Nunya is a pan-African research center that aims to transform African societies through the endogenous mobilization and creation of a capital of knowledge transferrable to the continent's decision-making processes. The Institute promotes dialogue, the creation and dissemination of knowledge and the exchange of endogenous ideas on the challenges facing Africa and its diaspora, to propose evidence-based solutions and orientations. Headquartered in Lomé, Togo, Afrika Nunya is dedicated to establishing interdisciplinary platforms on issues affecting the continent in the fields of peace and security, sustainable development and human rights.

E-mail: info@afrikanunya.org